

ÉLECTIONS MUNICIPALES

ZÉRO COMPROMIS AVEC L'EXTRÊME DROITE **ZÉRO COMPROMIS AVEC LES POLITIQUES ANTI-SOCIALES**

Les Elections Municipales des 15 et 22 Mars prochains se déroulent dans un contexte de casse sociale et de montée de l'extrême droite sans précédent.

Les agents territoriaux sont directement concernés par ces élections qui impactent la gestion des collectivités.

L'EXTRÊME DROITE N'EST PAS UNE ALTERNATIVE

Le RN et ses alliés dirigent déjà des municipalités.

On les a déjà essayés et leur bilan prouve leur dangerosité sociale et syndicale

Les Maires d'Extrême-droite pratiquent systématiquement :

- Les suppressions de postes
- La remise en cause des conquits sociaux
- La privatisation de missions de services publics
- Les attaques violentes contre les syndicalistes, les agents et les associations
- La chasse aux pauvres, aux classes populaires et la banalisation de propos et de politiques discriminatoires, racistes, et anti-démocratiques.

Localement, le candidat de l'extrême-droite promet des « réductions des dépenses de fonctionnement pour prioriser l'investissement » et « la remise en concurrence des différents types de prestations ».

En clair, il s'agit bien de réduire les dépenses liées au personnel, au fonctionnement des services et à la vie associative ainsi que de favoriser les délégations de services publics vers le privé (entretien nettoyage, cuisine centrale, restauration scolaire, espaces verts, services techniques...)

Il s'agit de détruire le service public local pour promouvoir l'individualisme, le repli sur soi, au détriment du collectif et des solidarités, mais aussi de transférer au privé un maximum de services et ainsi donner encore plus de pouvoir à la loi de l'argent et à ceux qui en profitent.

Le RN et l'extrême droite en général ne seront jamais la solution pour les travailleuses et les travailleurs. Ce sont nos ennemis ! Ils protègent toujours les puissants !

A l'Assemblée Nationale, les votes des députés RN sont clairs :

VOTE POUR :

- **5 milliards en moins pour les collectivités territoriales dans le budget 2026**
- **la réforme des retraites**

VOTE CONTRE

- **la hausse du SMIC**
- **le blocage des prix de l'Energie et des produits de première nécessité**
- **le rétablissement de l'ISF**
- **la taxation des superprofits...**

NOUS REFUSONS DE SUBIR LES POLITIQUES DE CASSE SOCIALE

Les politiques d'Austérité, imposées au nom du capital et de la rentabilité, démantèlent nos services publics, cassent le statut des fonctionnaires, dégradent nos conditions de travail, multiplient les suppressions de postes et plongent les collectivités dans des difficultés budgétaires.

Comment assurer des services publics de qualité pour les populations avec toujours moins de moyens ?

Localement, certains candidats souhaitent attaquer le droit syndical et le droit de grève à la Ville avec l'instauration d'un service minimum.

Pour la CGT, c'est inacceptable. Le droit de grève n'est pas négociable !

Nous refusons l'austérité locale, la mise en concurrence et le repli sur soi.

Les agents ne sont pas un coût ! Nous sommes la richesse de la Ville.

La CGT, indépendante des partis politiques, n'est pas neutre, elle est un syndicat de lutte de classe, porteur d'une transformation profonde de la société. Il est de notre responsabilité d'alerter les agents sur les dangers des programmes inspirés par les politiques d'extrême droite et les politiques d'austérité.

Le syndicat CGT des Territoriaux de Martigues n'accompagnera jamais la casse sociale, il la combattrra toujours et sans relâche !

Notre perspective est claire : défendre nos conquies sociaux et renforcer le service public, non pour servir les intérêts privés, mais pour répondre aux besoins du peuple.

A Martigues, comme ailleurs, avant et après les 15 et 22 Mars 2026, la CGT sera aux côtés des agents municipaux et des habitants.

Parce que défendre le service public, c'est défendre l'égalité, la solidarité, une société tournée vers l'humain et non vers le profit.